

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 285

[2004/200111]

**27 NOVEMBRE 2003. — Décret modifiant le décret du 10 mars 1994
relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, remplacé par le décret du 8 février 1996 et modifié par le décret du 4 février 1999, est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 4 du paragraphe 1^{er}, les mots « et arrête, pour celles-ci, la programmation financière des travaux » sont supprimés;

2° à l'alinéa 5 du paragraphe 1^{er}, la seconde phrase est supprimée;

3° il est ajouté à la fin du paragraphe 1^{er}, un alinéa 6, rédigé comme suit :

« La programmation financière des travaux est arrêtée par le conseil d'administration de la société et soumise à l'approbation du Gouvernement. »

Art. 2. L'article 3, alinéa 1^{er}, du même décret est complété comme suit :

« 4° acquérir et céder des droits réels immobiliers ou des droits personnels sur des biens immobiliers bâtis ou non bâtis dans la mesure strictement nécessaire à la réalisation de l'objet social. »

Art. 3. L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le capital social est représenté par deux catégories de titres. Les titres de la catégorie A1 représentent des apports en nature opérés par la Région wallonne; les titres de la catégorie A2 sont souscrits intégralement par la Région wallonne et libérés par tranches annuelles. La catégorie B est souscrite et libérée par la Région et les autres titulaires de titres représentatifs du capital; les titres de la catégorie B sont souscrits intégralement et libérés immédiatement. Seuls les titulaires de titres de catégorie B disposent du droit de vote au conseil d'administration visé à l'article 5.

Les statuts peuvent prévoir la création de parts bénéficiaires non représentatives du capital. »

Art. 4. L'article 5 du même décret est modifié comme suit :

A l'alinéa 1^{er} du point 1, le mot « douze » est remplacé par le mot « quinze », le mot « sept » est remplacé par le mot « onze » et le mot « cinq » est remplacé par le mot « quatre »

Le point 1 est complété par un alinéa 7 rédigé comme suit :

« Les statuts peuvent organiser la participation au conseil d'administration d'experts siégeant avec voix consultative. »

Le point 2 est complété par la phrase suivante : « Les statuts règlent l'organisation, la compétence et le fonctionnement d'un comité de direction, composé de quatre administrateurs, parmi lesquels figurent le président du conseil d'administration et l'administrateur délégué. Les commissaires du Gouvernement y siègent avec voix consultative.

Le comité de direction prépare les dossiers destinés au conseil d'administration qui peut lui déléguer, le cas échéant, un certain nombre de ses pouvoirs. »

Art. 5. L'alinéa 2 de l'article 7 du même décret est complété comme suit :

« 4° de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, pertinentes pour les tâches à exécuter. »

Art. 6. L'article 8 du même décret, remplacé par le décret du 8 février 1996 et modifié par le décret du 4 février 1999, est modifié comme suit :

— l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} est abrogé;

— au paragraphe 2, les mots « accorder à titre gratuit à la société tout droit réel immobilier temporaire » sont remplacés par les mots « accorder à la société, à titre gratuit ou à titre onéreux, y compris par la voie d'apports en capital, tout droit réel immobilier temporaire ».

Art. 7. § 1^{er}. Au paragraphe 1^{er} de l'article 8*bis* du même décret, inséré par le décret du 4 février 1999, les mots « céder à titre gratuit à la société tous droits réels et à faire toutes concessions » sont remplacés par les mots « faire toutes concessions et à céder à la société, à titre gratuit ou à titre onéreux, y compris par la voie d'apports en capital, tous droits réels ».

§ 2. Au paragraphe 1^{er}, 1°, de l'article 8*bis* du même décret, inséré par le décret du 4 février 1999, le littéra suivant est ajouté :

« d. d'éoliennes. »

§ 3. Le paragraphe 4, de l'article 8*bis*, du même décret est modifié comme suit :

A l'alinéa 1^{er}, les mots « Le Gouvernement fixe, sur la proposition du conseil d'administration de la société, » sont remplacés par les mots « Le conseil d'administration de la société fixe, moyennant l'approbation du Gouvernement, ».

A l'alinéa 2, les mots « Le Gouvernement fixe, sur la proposition du conseil d'administration de la société, » sont remplacés par les mots « Le conseil d'administration de la société fixe, moyennant l'approbation du Gouvernement, ».

Art. 8. Il est inséré dans le même décret un article 8*ter*, rédigé comme suit :

« Art. 8*ter*. § 1^{er}. La société accomplit ses missions dans le respect des priorités et des orientations définies dans le contrat de gestion conclu entre elle-même et le Gouvernement.

Le contrat de gestion a une durée de cinq ans. Il peut être modifié de commun accord en cours d'exécution. Il est communiqué par le Gouvernement au Conseil régional wallon préalablement à son entrée en vigueur. Il est publié au *Moniteur belge*.

La négociation du contrat de gestion et sa conclusion sont décidées par le conseil d'administration, statuant à une majorité qualifiée de 80 % des voix exprimées.

§ 2. Le contrat de gestion règle :

1° les objectifs assignés aux parties;

2° les délais de réalisation de ces objectifs;

3° les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre, notamment les moyens financiers, les ressources humaines et les opérations foncières;

4° les conditions dans lesquelles la société est autorisée à procéder à des acquisitions d'immeubles;

5° les critères d'évaluation de l'activité de la société;

6° les sanctions en cas de manquement aux objectifs et aux délais qu'il fixe.

§ 3. Un chapitre relatif à l'évaluation de l'exécution du contrat de gestion est inséré dans le rapport de gestion visé à l'article 12, alinéa 3, du présent décret. »

Art. 9. L'article 9 du même décret est modifié comme suit :

A l'alinéa 1^{er}, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux ».

A l'alinéa 2, les mots « du contrat de gestion, » sont insérés entre les mots « de la réglementation en vigueur, » et les mots « des statuts de la société ».

A l'alinéa 4, les mots « à la réglementation et aux statuts » sont remplacés par les mots « à la réglementation, au contrat de gestion, aux statuts ou à l'intérêt régional ».

Art. 10. L'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 11 du même décret, remplacé par le décret du 8 février 1996 et modifié par le décret du 4 février 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Le conseil d'administration de la société fixe le montant des recettes visées à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe en fonction de tout critère de nature économique établi selon la nature des infrastructures confiées à la société, notamment la densité du trafic, la catégorie du moyen de transport utilisé et la distance parcourue. Cette décision est soumise à l'approbation du Gouvernement. »

Art. 11. Le premier contrat de gestion à conclure conformément à l'article 5 du présent décret doit être signé au plus tard le 31 décembre 2004.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 novembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS
Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — 580 (2003-2004). N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 19 novembre 2003. Discussion et vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 285

[2004/200111]

27. NOVEMBER 2003 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der «Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures» (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der «Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures», ersetzt durch das Dekret vom 8. Februar 1996 und abgeändert durch das Dekret vom 4. Februar 1999, wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1, Absatz 4 werden die Wörter «und sie legt für diese die Finanzplanung der Arbeiten fest» gestrichen;

2° in Absatz 5 des ersten Paragraphen wird der zweite Satz gestrichen;

3° am Ende des ersten Paragraphen wird ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Finanzplanung der Arbeiten wird durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft festgelegt und der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.»

Art. 2 - Artikel 3, Absatz 1 desselben Dekrets wird wie folgt ergänzt:

«4° dingliche Immobilienrechte oder personenbezogene Rechte auf bebaute oder unbebaute Immobiliengüter, soweit es für die Verwirklichung des Gesellschaftszweckes rein notwendig ist, abtreten und erwerben.»

Art. 3 - Artikel 4 desselben Dekrets wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - Das Geschäftskapital wird in zwei Kategorien von Effekten eingeteilt. Die Effekten der Kategorie A1 vertreten durch die Wallonische Region eingebrachte Sacheinlagen; die Effekten der Kategorie A2 werden durch die Wallonische Region voll gezeichnet und durch jährliche Teilbeträge eingezahlt. Die Kategorie B wird von der Region und von den anderen Inhabern von Effekten, die das Kapital darstellen, gezeichnet und eingezahlt. Die Effekten der Kategorie B werden voll gezeichnet und sofort eingezahlt. Nur die Inhaber der Effekten der Kategorie B verfügen über das Stimmrecht im in Artikel 5 erwähnten Verwaltungsrat. In den Satzungen kann die Schaffung von Gewinnanteilen, die nicht das Kapital vertreten, vorgesehen werden.»

Art. 4 - Artikel 5 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

Im ersten Absatz vom Punkt 1 werden das Wort «zwölf» durch das Wort «fünfzehn», das Wort «sieben» durch das Wort «elf» und das Wort «fünf» durch das Wort «vier» ersetzt.

Punkt 1 wird mit einem Absatz 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«In den Satzungen kann die Teilnahme an dem Verwaltungsrat von Sachverständigen, die mit beratender Stimme tagen, organisiert werden.»

Punkt 2 wird mit dem folgenden Satz ergänzt: «In den Satzungen werden die Organisation, die Befugnis und die Arbeitsweise eines Direktionsausschusses geregelt, der aus vier Verwaltern besteht, zu denen der Vorsitzende des Verwaltungsrats und der geschäftsführende Verwalter gehören. Die Kommissare der Regierung tagen dabei mit beratender Stimme.

Der Direktionsausschuss bereitet die für den Verwaltungsrat bestimmten Akten vor, der ihm gegebenenfalls eine gewisse Anzahl von Befugnissen übertragen kann.»

Art. 5 - Artikel 7, Absatz 2 desselben Dekrets wird wie folgt ergänzt:

«4° für die Ausführung von Aufgaben zu sorgen, die besondere Kenntnisse oder eine weitgehende hochwertige Erfahrung verlangen, die für die auszuführenden Aufgaben relevant sind.»

Art. 6 - Artikel 8 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 8. Februar 1996 und abgeändert durch das Dekret vom 4. Februar 1999, wird wie folgt abgeändert:

— § 1, Absatz 2 wird aufgehoben;

— im zweiten Paragraphen werden die Wörter «jegliches zeitlich begrenzte dingliche Immobilienrecht kostenlos an die Gesellschaft abtreten» durch die Wörter «jegliches zeitlich begrenzte dingliche Immobilienrecht unentgeltlich oder entgeltlich, einschließlich durch Kapitaleinbringungen, abtreten».

Art. 7 - § 1. In Artikel 8*bis*, § 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 4. Februar 1999, werden die Wörter «der Gesellschaft unentgeltlich alle dinglichen Rechte abzutreten und alle Konzessionen für die nachstehenden Immobiliengüter zu erteilen» durch die Wörter «alle Konzessionen zu erteilen und der Gesellschaft unentgeltlich oder entgeltlich alle dinglichen Rechte, einschließlich durch Kapitaleinbringungen, für die nachstehenden Immobiliengüter zu erteilen».

§ 2. In Artikel 8, § 1, 1° desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 4. Februar 1999, wird der folgende Buchstabe eingefügt:

«d. von Windrädern.»

§ 3. Artikel 8*bis*, § 4 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

Im ersten Absatz werden die Wörter «Die Regierung bestimmt auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Gesellschaft» durch die Wörter «Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt vorbehaltlich der Zustimmung der Regierung».

Im zweiten Absatz werden die Wörter «Die Regierung bestimmt auf Vorschlag des Verwaltungsrats der Gesellschaft» durch die Wörter «Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt vorbehaltlich der Zustimmung der Regierung».

Art. 8 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *8ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *8ter* - § 1. Die Gesellschaft führt ihre Aufgaben gemäß den im zwischen ihr selbst und der Regierung abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag festgelegten Prioritäten und Orientierungen aus.

Der Geschäftsführungsvertrag wird für eine Dauer von fünf Jahren abgeschlossen. Während seiner Durchführung darf er in gegenseitigem Einvernehmen angepasst werden. Vor seinem Inkrafttreten wird er dem Wallonischen Regionalrat von der Regierung vorgelegt. Er wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Verhandlung des Geschäftsführungsvertrags und dessen Abschluss werden durch den Verwaltungsrat beschlossen, der mit einer qualifizierten Mehrheit von 80% der abgegebenen Stimmen beschließt.

Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt:

1° die Ziele, die den Parteien vorgeschrieben werden;

2° die zur Verwirklichung dieser Ziele gegebenen Fristen;

3° die Mittel, die einzusetzen sind, um die genannten Ziele zu erreichen, insbesondere die Finanzmittel, die menschlichen Ressourcen und die Bodengeschäfte;

4° die Bedingungen, unter denen die Gesellschaft befugt ist, Immobilienerwerbe vorzunehmen;

5° die Bewertungskriterien für die Tätigkeit der Gesellschaft;

6° die Strafen bei Nichteinhaltung der festgesetzten Ziele und Fristen.

§ 3. Ein Kapitel bezüglich der Bewertung der Ausführung des Geschäftsführungsvertrags wird in den in Artikel 12, Absatz 3 des vorliegenden Dekrets erwähnten Geschäftsführungsvertrag eingefügt.»

Art. 9 - Artikel 9 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

In Absatz 1 wird das Wort «drei» durch das Wort «zwei» ersetzt.

In Absatz 2 werden die Wörter «des Geschäftsführungsvertrags,» zwischen die Wörter «der geltenden Vorschriften,» und «der Satzungen der Gesellschaft» eingefügt.

In Absatz 4 werden die Wörter «den sie als regelungs- und satzungswidrig betrachten» durch die Wörter «den sie als gegen die Regelung, den Geschäftsführungsvertrag, die Satzungen oder das regionale Interesse verstoßend betrachten».

Art. 10 - Artikel 11, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 8. Februar 1996 und abgeändert durch das Dekret vom 4. Februar 1999, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt den Betrag der in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Einnahmen, die aufgrund jedes wirtschaftlichen Kriteriums, das je nach Art der der Gesellschaft anvertrauten Infrastrukturen festgelegt wird, insbesondere der Verkehrsdichte, der Kategorie des benutzten Transportmittels und der zurückgelegten Entfernung. Dieser Beschluss wird der Regierung zur Zustimmung vorgelegt.»

Art. 11 - Der erste gemäß Artikel 5 des vorliegenden Dekrets abzuschließende Geschäftsführungsvertrag muss spätestens am 31. Dezember 2004 unterzeichnet werden.

Art. 12 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. November 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,

Ph. COURARD

—
Note

(1) *Sitzung 2002-2003.*

Dokumente des Rats. — 580 (2003-2004). Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Stizungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 19. November 2003. Diskussion und Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 285

[2004/200111]

27 NOVEMBER 2003. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures » (Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures » (Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur), vervangen bij het decreet van 8 februari 1996 en gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1999, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het vierde lid van paragraaf 1 worden de woorden « zij bepaalt de financiële programmering van de werken » geschrapt;

2° in het vijfde lid van paragraaf 1 wordt de tweede zin geschrapt;

3° er wordt op het einde van paragraaf 1 een zesde lid toegevoegd luidend als volgt :

« De financiële programmering van de werken wordt door de raad van bestuur van de maatschappij vastgelegd en de Regering ter goedkeuring voorgelegd. »

Art. 2. Artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld als volgt :

« 4° onroerende zakelijke rechten of persoonlijke rechten op bebouwde of onbebouwde onroerende goederen aankopen of afstaan binnen de grenzen die strikt noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 4. Het maatschappelijk kapitaal is vertegenwoordigd door twee categorieën effecten. De effecten van categorie A1 vertegenwoordigen een inbreng in natura vanwege het Waalse Gewest; op de effecten van categorie A2 wordt volledig door het Waalse Gewest ingeschreven, dat ze in jaarlijkse schijven volstort. Op categorie B wordt ingeschreven door het Waalse Gewest en de andere houders van de effecten ter vertegenwoordiging van het kapitaal, die volstorten; op de effecten van categorie B wordt volledig ingeschreven en zij worden onmiddellijk volstort. Enkel de houders van effecten van categorie B beschikken over het stemrecht in de raad van bestuur bedoeld in artikel 5. De statuten kunnen voorzien in winstaandelen die het kapitaal niet vertegenwoordigen. »

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

In het eerste lid van punt 1 wordt het woord « twaalf » vervangen door het woord « vijftien », het woord « zeven » wordt vervangen door het woord « elf » en het woord « vijf » wordt vervangen door het woord « vier ».

Punt 1 wordt aangevuld door een zevende lid luidend als volgt :

« De statuten kunnen voorzien in de deelname aan de raad van bestuur van deskundigen met raadgevende stem. »

Punt 2 wordt aangevuld door volgende zin :

« De statuten regelen de organisatie, de bevoegdheid en de werking van een directiecomité samengesteld uit vier bestuurders, onder wie de voorzitter van de raad van bestuur en de afgevaardigd bestuurder. De Regeringscommissarissen zetelen met raadgevende stem.

Het directiecomité bereidt de dossiers voor ter attentie van de raad van bestuur, die eerstgenoemde in voorkomend geval een bepaald aantal van diens bevoegdheden kan overdragen. »

Art. 5. Het tweede lid van artikel 7 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 4° de uitvoering van taken die een bijzondere kennis of een ruime ervaring van hoog niveau die relevant is voor de uit te voeren taken, vereisen. »

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 8 februari 1996 en gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1999, wordt gewijzigd als volgt :

— het tweede lid van paragraaf 1 wordt opgeheven;

— in paragraaf 2 worden de woorden « om niet elk tijdelijk zakelijk onroerend recht verlenen » vervangen door de woorden « om niet of onder bezwarende titel, met inbegrip van een kapitaalbreng, elk tijdelijk zakelijk onroerend recht verlenen ».

Art. 7. § 1. In paragraaf 1 van artikel 8bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 4 februari 1999, worden de woorden « alle zakelijke rechten om niet af te staan en alle concessies te doen » vervangen door de woorden « alle concessies te doen en de maatschappij om niet of onder bezwarende titel, met inbegrip van een kapitaalbreng, alle zakelijke rechten af te staan. »

§ 2. In paragraaf 1, 1°, van artikel 8bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 4 februari 1999, wordt volgende letter toegevoegd :

« d. windmolens. »

§ 3. Paragraaf 4 van artikel 8bis van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

In het eerste lid worden de woorden « Op voorstel van de raad van bestuur van de maatschappij bepaalt de Regering » vervangen door de woorden « De raad van bestuur bepaalt mits goedkeuring door de Regering ».

In het tweede lid worden de woorden « Op voorstel van de raad van bestuur van de maatschappij bepaalt de Regering » vervangen door de woorden « De raad van bestuur bepaalt mits goedkeuring door de Regering ».

Art. 8. Er wordt in hetzelfde decreet een artikel *8ter* ingevoegd luidend als volgt :

« Art. *8ter*. § 1. De maatschappij voert haar opdrachten uit met naleving van de prioriteiten en de beleidslijnen die in het tussen haarzelf en de Regering gesloten beheerscontract bepaald zijn.

Het beheerscontract heeft een duur van vijf jaar. Het kan tijdens de uitvoering in onderlinge overeenstemming worden gewijzigd. Het wordt door de Regering aan de Waalse Gewestraad medegegeeld vóór het in werking treedt. Het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Onderhandelingen over en afsluiten van het beheerscontract worden door de raad van bestuur beslist die erover beslist met een gekwalificeerde meerderheid van 80 % van de uitgebrachte stemmen.

§ 2. Het beheerscontract regelt :

1° de doelstellingen die de partijen worden toegewezen;

2° de termijnen voor de verwezenlijking van die doelstellingen;

3° de middelen die ingezet dienen te worden om ze te bereiken, onder meer de financiële middelen, de menselijke middelen en de grondoperaties;

4° de voorwaarden waarin de maatschappij gemachtigd is om vastgoedaankopen te verrichten;

5° de criteria voor de evaluatie van de activiteit van de maatschappij;

6° de sancties indien de vastgestelde doelstellingen en termijnen niet worden nagekomen.

§ 3. Een hoofdstuk betreffende de evaluatie van de uitvoering van het beheerscontract wordt ingevoegd in het beheersverslag bedoeld in artikel 12, derde lid, van dit decreet. »

Art. 9. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt.

In het eerste lid wordt het woord « drie » vervangen door het woord « twee ».

In het tweede lid worden de woorden « van het beheerscontract » ingevoegd tussen « de geldende reglementering » en de woorden « de statuten van de maatschappij ».

In het vierde lid worden de woorden « met de reglementering en de statuten » vervangen door de woorden « met de reglementering, het beheerscontract, de statuten of het gewestelijk belang ».

Art. 10. Het tweede lid van paragraaf 2 van artikel 11 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 8 februari 1996 en gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1999, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De raad van bestuur van de maatschappij bepaalt het bedrag van de inkomsten bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf in functie van elke criterium van economische aard dat vastgesteld wordt volgens de aard van de infrastructuur die de maatschappij worden toevertrouwd, onder meer de verkeersdruk, de categorie van het gebruikte transportmiddel en de afgelegde afstand. Die beslissing wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. »

Art. 11. Het eerste, overeenkomstig artikel 5 van dit decreet af te sluiten beheerscontract dient uiterlijk op 31 december 2004 ondertekend te worden.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 27 november 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — 580 (2003-2004). Nrs. 1 tot en met 5.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 19 november 2003. Bespreking en stemming.